



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service des Procédures Environnementales**

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement  
Unité Départementale de la Gironde**

**Arrêté préfectoral du 21 JUIL. 2021**

**fixant des prescriptions complémentaires à la société SIMOREP & CIE -SCS  
MICHELIN pour l'exploitation d'une usine de fabrication d'élastomères de synthèse  
située sur la commune de Bassens  
(zone de dépotage solvant / anti-oxydant FUN/S)**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code de l'Environnement, son titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses articles L. 512-1, L. 515-39, R. 515-98 et R. 515-100 et son titre VIII du livre 1<sup>er</sup> relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L. 181-13, L. 181-14, L. 181-25, D. 181-15-2 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** les arrêtés préfectoraux réglementant les activités de la société SIMOREP à BASSENS ;

**VU** le porter à connaissance, dont la mise à jour de l'étude de danger de la zone de dépotage solvant / anti-oxydant FUN/S transmise par courrier daté du 30 avril 2021 référencé Réf. EP21-015 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juillet 2021 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;

**VU** l'absence d'observations sur ce projet;

**CONSIDERANT** que les barrières de maîtrise des risques définies par l'exploitant dans le porter à connaissance du document EP 21-015 et lors de l'inspection du 3 juin 2021, objet du rapport susvisé, concernant la zone de dépotage provisoire permettent d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement des installations ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de prescrire la mise en œuvre de ces barrières pour la durée des travaux sur la zone de dépotage ;

**CONSIDERANT** que l'article R.181-45 du code de l'environnement permet d'édicter des prescriptions complémentaires en vue de protéger les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'encadrer certaines dispositions ayant été retenues par l'exploitant pour retenir un traitement spécifique, par l'exclusion notamment, de certains phénomènes dangereux dans son étude de dangers ;

**CONSIDERANT** que les conditions légales d'édiction de prescriptions complémentaires sont réunies ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Gironde ;

## **ARRÊTE**

La société SIMOREP est tenue de respecter les dispositions suivantes pour l'exploitation de son établissement de Bassens.

### **Article 1 - Réglementation applicable**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Article 2 - Barrières de maîtrise des risques**

Les barrières relatives à la zone de dépotage provisoire sur la zone de dépotage solvant / anti-oxydant FUN/S, et qui sont mises en œuvre, sont, a minima, celles mentionnées dans le document EP21-015 susvisé.

Par ailleurs, les barrières suivantes sont mises en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant :

- une lance monitor mobile est installée sur site durant toute la durée des travaux dans l'objectif de lutter contre l'incendie. Elle vient en complément de la LM22 qui est affectée à la protection des installations à l'Ouest des installations provisoires ;
- les camions sont mis à la terre lors des opérations de dépotage ou, le cas échéant, une mesure compensatoire est mise en œuvre après accord de l'inspection
- aucun travail nécessitant un apport de feu n'est réalisé à proximité de la zone de dépotage lors d'un dépotage ;
- un pompier est posté de manière permanente sur le site durant la réalisation des travaux. Un opérateur est également toujours présent lors des opérations de dépotage ;
- une balise explosimètre est installée de manière permanente sur la zone de rétention provisoire.

### **Article 3 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée auprès de la mairie de Bassens et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture – [www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr).

### **Article 4 - Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R181-50 du code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par l'exploitant dans un délai de **deux mois** qui suivent la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de **quatre mois** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 5 - Exécution**

Le présent arrêté sera notifié à la société SIMOREP & CIE -SCS MICHELIN.

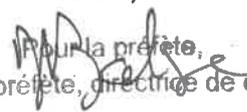
Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Bassens,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le 21 JUIL. 2021

La Préfète,

  
Pour la préfète,  
La sous-préfète, directrice de cabinet,

Delphine Balsa

